Notice pour le Chef du Département.

Conversation avec M. Pilai, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères de l'Inde.

Après l'échange de quelques politesses, M. Pilai me parle du désir du Premier Ministre de l'Inde d'entretenir des relations aussi cordiales que possible avec la Suisse. La ligne politique générale de l'Inde, malgré la différence de conception, se rapproche sensiblement de celle de la Suisse. L'Inde n'a pas renoncé à une politique internationale active; elle se sent même appelée à jouer un rôle primordial en Asie et dans les rapports entre l'Asie et les autres continents. Mais sa politique est basée essentiellement sur des valeurs spirituelles; c'est ici qu'elle se rapproche sensiblement de celle de la Suisse. M. Pilai voit donc la possibilité d'une collaboration étroite entre les deux pays sur le plan de la défense commune de ces valeurs.

J'approuve tout en relevant la réserve que la Suisse s'est imposée comme règle générale de sa politique extérieure. M. Pilai semble le savoir et nous comprendre.

Il prend comme exemple l'affaire de Corée. A son avis, quels qu'aient été les scrupules du gouvernement de l'Inde, son pays a dû accepter la mission neutre à lui confiée par les deux parties belligérantes. Mais ceci ait, il lui paraît que son pays s'engage dans une aventure. Les renseignements sur la situation exacte en Corée sont nettement insuffisants, les clauses de l'arrangement sur la commission neutre de rapatriement trop vagues. Dans ces conditions, les neutres seront amenés à résoudre sur place maintes questions politiques et techniques. Et c'est ici que l'Inde aimerait bien profiter de la grande expérience suisse. C'est, en effet, pour la première fois que l'Inde doit exécuter un mandat international aussi délicat.

Je dis que nous nous trouvons dans la même situation et que de notre côté nous apprécierions beaucoup un contact étroit avec la délégation indienne.

Pour mener à bonne fin ce mandat, il faudra bien choisir les hommes que l'on enverra sur place, continue M. Pilai.

Malgré la qualité de l'élite indienne, Pandit Nehru a de la peine à trouver des hommes tout à fait à la hauteur de la tâche, notamment le chef militaire et le conseiller politique.

Le premier devrait posséder une autorité naturelle qui s'impose par le jugement et le savoir faire. Le second devrait être un juriste de première classe connaissant à fond le droit des gens, les conventions humanitaires et le droit pénal. L'Inde a hésité entre un chef politique et un adjoint militaire d'une part, et un chef militaire et un adjoint juridique d'autre part. Si la Suisse donnait la préférence à la seconde solution, nous pourrions considérer comme chose acquise la décision identique de l'Inde. C'est en tout cas l'alternative à laquelle Pandit Nehru donnerait sa préférence.

Je dis que le Conseil fédéral n'a pas encore définitivement arrêté la composition de la délégation suisse, mais que le Chef du Département politique est plutôt enclin à proposer un chef militaire (qui pourrait être M. Brunner) et un adjoint politique choisi parmi les meilleurs agents du service diplomatique suisse au rang de conseiller.

Nous procédons à l'examen de questions techniques:
nombre d'officiers, équipement, machines, moyens de transport
et de communication etc. La situation n'est pas la même pour
l'Inde et pour nous puisque leur contingent militaire doit être
de toute façon complètement équipé. L'Inde aura donc tous les
services en propre dont pourra disposer aussi la délégation.
M. Pilai croît que l'Inde ne sera pas en mesure de fournir le
nombre voulu d'interprètes; le seul moyen consisterait à les
engager sur place.

Mais, continue-t-il, le problème essentiel pour l'Inde

est l'attitude de la Corée du Sud. Lorsque Pandit Nehru eut pris connaissance du communiqué suédois, il a été déçu n'y trouvant aucune allusion à ce sujet. "Ce n'est pas en voilant les difficultés essentielles", aurait-il dit, "que l'on contribue à la paix."

L'Inde est convaincue, continue M. Pilai, que la Corée du Sud finira par céder parce que les velléités de Syngman Rhee ne correspondent pas à la réalité malgré leur bien-fondé en droit. Cependant l'Inde désire obtenir des garanties que, à l'heure actuelle, seul le Haut Commandement des Nations Unies peut lui donner. C'est ainsi que Pandit Nehru attend encore la déclaration formelle du Haut Commandement que toutes les dispositions ont été prises pour que les Sud-Coréens ne tirent pas sur les troupes indiennes lors de leur débarquement en Corée. L'Inde ne doute pas que c'est bel et bien l'intention des Américains, mais sont-ils vraiment maîtres en Corée du Sud? L'Inde ne pourrait pas s'offrir le luxe d'une bagarre entre Asiatiques en Corée.

Enfin l'Inde est préoccupée de la nouvelle offensive chinoise. M. Pilai croit savoir que deux raisons l'ont provoquée: la nécessité de répondre à Syngman Rhee (donc une bonne chose pour les neutres) et le besoin de ne pas aborder une conférence de paix compase des vaincus.

J'approuve.

Avant de nous séparer, nous procédons à un tour d'horizon politique. L'accent est sur l'Asie. Je retiens:

- 1) Manque d'information à la Nouvelle Delhi sur ce qui se passe en Russie;
- 2) Désir évident des Indiens de voir la France quitter aussi rapidement que possible l'Indochine;
- 3) La confiance en la politique plus nuancée des Britanniques et une méfiance profonde à l'égard des E.U.A.

17.6.1953.

2